

À la une

Insurance BUSINESS

Hormuz war-risk rates surge again as ceasefire collapses

10/07/2026

Marsh's global marine head warns the market rollercoaster will not stop until a true settlement holds

War-risk insurance rates for vessels transiting the Strait of Hormuz have surged once more after the fragile ceasefire underpinning last month's Islamabad Memorandum of Understanding (MOU) between the United States and Iran collapsed this week following fresh attacks on commercial shipping.

Marcus Baker, global head of marine at Marsh, said the past few weeks had brought genuine, if cautious, optimism to the market. Premiums had begun falling from their crisis peaks as both sides signalled a willingness to negotiate, although they remained well above pre-conflict levels.

"The current US/Iran position is clearly a concern and the statements around the MoU also create an enhanced risk environment in the region," Baker said. "The past few weeks had certainly seen a reduction in insurance premiums being charged for Strait of Hormuz transits following both sides' announcement regarding peace talks and whilst this had not reduced to pre-conflict levels, these decreases have been welcomed by the shipping industry."

A deal that barely held

The June 2026 MOU established a 60-day window for negotiations covering freedom of navigation, Iran's nuclear programme and sanctions relief. In practice, it lasted less than three weeks.

Iranian attacks on three commercial vessels prompted the US to strike around 90 military targets across Iran. Tehran responded with missile and drone attacks on US assets across several Gulf states, and President Trump declared the ceasefire "over" at the NATO summit on 9 July 2026.

By Thursday, Lloyd's List Intelligence reported that no large vessels had transited the US-coordinated Omani coastal route with their transponders active since 7 July. Around 6,000 seafarers remain stranded aboard vessels in the channel, according to the United Nations (UN News, 10 July 2026).

London marine insurers also reported a sharp fall in requests for quotations this week as shipowners became increasingly reluctant to commit to transits, although cover remains available.



Adil Chbani, nouveau DG de Attijari Assurance P.03

Développement de la finance islamique, un levier pour mobiliser l'épargne nationale et soutenir l'investissement productif P.04

Les banques et les assurances confortent la résilience du système financier marocain P.05

Assurance climatique en Afrique: David Maslo prend les commandes d'ARC pour renforcer la résilience du continent P.07

Gallagher Re estimates global insured cat losses at \$46bn for H1'26, 28% below 10-year average P.10

That broadly aligns with the position maintained throughout the conflict by the Lloyd's Market Association (LMA). Neil Roberts, head of marine and aviation at the LMA, said earlier this month that the market had faced more of a volume challenge than a pricing opportunity and that capacity had remained available throughout.

SOMMAIRE

Adil Chbani, nouveau DG de Attijari Assurance 03

« Road to the STAR » : STAR Assurances place les champions au cœur de sa stratégie RSE 03

Développement de la finance islamique, un levier pour mobiliser l'épargne nationale et soutenir l'investissement productif 04

AIG : Sameer Mir, nouveau directeur réassurance pour la zone CCG et l'Afrique du Nord 05

Les banques et les assurances confortent la résilience du système financier marocain 05

ATIDI Celebrates Silver Jubilee at AGM, Posts Strong Performance and Is Endorsed as Pan African Guarantee Platform 06

Assurance climatique en Afrique: David Maslo prend les commandes d'ARC pour renforcer la résilience du continent 07

Saudi Re to strengthen Lloyd's presence with 22.5% stake in AdA Risk 08

Syrie : Firas El Azem, l'homme des grands risques appelé à reconstruire la confiance dans l'assurance 09

Hormuz war-risk rates surge again as ceasefire collapses 09

Gallagher Re estimates global insured cat losses at \$46bn for H1'26, 28% below 10-year average 10

20 Years After Hurricane Katrina: Are Insurers Ready for a Different \$100B Disaster? 11

TUNISIE



Adil Chbani, nouveau DG de Attijari Assurance

13/07/2026

Attijari Assurance Tunisie, filiale du Groupe Wafa Assurance, a annoncé la nomination de Adil Chbani au poste de directeur général, succédant à Mohammed Amal Kaghat, dont l'action à la tête de la compagnie a contribué à consolider sa position sur le marché tunisien. Sa prise de fonction est effective depuis le 1er juin 2026.

La nomination de M.Chbani s'inscrit dans une dynamique de continuité et de renforcement du leadership de la filiale, indique le communiqué de la société. Fort de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans la finance, l'assurance et le développement commercial, le nouveau promu a occupé des fonctions de direction générale au sein de grands groupes bancaires et d'assurance de référence. Spécialiste reconnu de la bancassurance, il dispose également d'une solide expertise en asset management, en leasing et en gestion de patrimoine.

Tout au long de son parcours, il a piloté des projets de restructuration, de lancement d'activités et de conquête de parts de marché, en s'appuyant sur un leadership stratégique et une réelle capacité à fédérer les équipes autour d'une vision claire.

Formé aux États-Unis, titulaire d'un diplôme d'Ingénieur et d'un MBA, il a développé une approche du leadership alliant rigueur analytique, vision stratégique et capacité d'exécution.

Dans ses nouvelles fonctions, M. Chbani aura pour mission de poursuivre la dynamique de développement de la compagnie, de renforcer son positionnement sur le marché et d'accompagner ses ambitions de croissance et d'innovation, en cohérence avec la stratégie du groupe.



« Road to the STAR » : STAR Assurances place les champions au cœur de sa stratégie RSE

13/07/2026

STAR Assurances franchit une nouvelle étape dans sa démarche de responsabilité sociétale avec le lancement de « Road to the STAR », un programme qui place le sport au cœur de son engagement en faveur de l'inclusion, de l'égalité des chances et de la valorisation des parcours inspirants. À travers cette initiative, la compagnie entend dépasser le cadre traditionnel du soutien sportif en faisant du sport un outil de transmission de valeurs, de cohésion sociale et d'accompagnement des talents tunisiens.

Cinq champions tunisiens ambassadeurs du programme

Le programme sera porté par cinq athlètes tunisiens dont les parcours illustrent la persévérance et la capacité à repousser les limites. Il s'agit de :

- Walid Ktila, athlète handisport, actif principalement dans les épreuves de moyenne distance dans la catégorie T34. Il est titulaire de cinq records du monde handisport. Il est par ailleurs champion du monde du 100 m, 200 m, 400 m et 800 m dans la catégorie T34. Il a été cinq fois médaillé d'or et deux fois médaillé d'argent aux Jeux paralympiques.
- Khalil Jendoubi, taekwondoïste est médaillé d'argent aux Jeux olympiques 2020 à Tokyo, médaillé de bronze aux Jeux olympiques 2024 à Paris, médaillé de bronze aux championnats du monde 2022 à Guadalajara et médaillé d'or aux championnats du monde 2025 à Wuxi.
- Marwa Bouzayani : spécialiste du demi-fond et plus particulièrement du steeple, est sacrée meilleure athlète tunisienne de l'année 2024. En 2025, elle échoue au pied du podium des championnats du monde de Tokyo. À l'issue de la saison, elle se classe 4e mondiale sur le steeple, selon le système de ranking de World Athletics.
- Wafa Masghouni, taekwondoïste, elle a remporté une médaille d'or aux Championnats du monde de taekwondo de 2025.
- Wajdi Boukhili, athlète handisport spécialisé dans les courses de fond, il a participé aux Jeux paralympiques d'été de 2020 à Tokyo, où il termine sixième au 5000 mètres et au marathon dans la catégorie T12, puis aux Jeux paralympiques d'été de 2024 à Paris, où il remporte le marathon dans la même catégorie.

Ces sportifs deviennent les premiers ambassadeurs de « Road to the STAR » et incarneront les valeurs défendues par le programme : dépassement de soi, confiance, engagement et résilience.

Pour STAR Assurances, la réussite sportive ne se résume pas uniquement aux résultats et aux médailles, mais repose également sur la capacité des champions à inspirer les jeunes générations et à transmettre une dynamique positive au sein de la société.

Le sport comme levier d'inclusion et d'ouverture Avec « Road to the STAR », l'entreprise souhaite promouvoir une vision du sport comme facteur d'intégration et de rapprochement entre les différentes composantes de la société.

Le programme vise notamment à mettre en lumière des parcours qui peuvent servir de modèles, à encourager l'accès à la pratique sportive et à créer des passerelles entre les générations, les territoires et les différentes expériences de vie.

«Les plus belles performances sportives ne se mesurent pas uniquement en médailles. Elles se mesurent aussi dans la capacité à inspirer, à transmettre et à ouvrir des perspectives à celles et ceux qui doutent parfois de leur propre potentiel. C'est cette conviction qui a donné naissance à Road to the STAR », a déclaré Laurent Thuillier, directeur général de STAR Assurances.

Une initiative inscrite dans la durée

Le lancement de « Road to the STAR » constitue une première étape d'un programme appelé à évoluer dans le temps. La compagnie prévoit de développer progressivement des actions destinées à soutenir l'accès au sport, valoriser les réussites individuelles et encourager une participation plus large à la vie sportive et citoyenne.

Dans cette perspective, STAR Assurances assurera également le suivi de l'actualité des athlètes et du programme à travers ses plateformes numériques afin de partager leurs parcours avec le public tunisien.

Un « Hall of Fame » dédié aux exploits sportifs

Autre volet symbolique de cette initiative : la création d'un « Hall of Fame » au siège de la compagnie. Cet espace sera consacré à la mémoire des performances réalisées par les ambassadeurs du programme lors des grandes compétitions internationales, notamment les Jeux Olympiques et Paralympiques de Los Angeles 2028.

À travers « Road to the STAR », STAR Assurances entend ainsi associer son image à une démarche de long terme, fondée sur l'accompagnement humain, la reconnaissance des talents tunisiens et la promotion des valeurs positives du sport.

Maghreb



Développement de la finance islamique, un levier pour mobiliser l'épargne nationale et soutenir l'investissement productif

09/07/2026

ALGER - Le développement du marché de la finance islamique en Algérie représente l'une des principales solutions pour mobiliser l'épargne nationale et l'orienter vers l'investissement productif, afin de diversifier les sources de financement, de renforcer l'inclusion financière et de soutenir un développement économique durable, ont indiqué, jeudi à Alger, des participants à la Conférence nationale sur

"la finance islamique, un levier pour mobiliser l'épargne nationale".

Cette conférence a été organisée par l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), en partenariat avec Djamaâ El-Djazair, sous le thème "le développement de l'assurance Takaful en Algérie : enjeux, défis et perspectives, conformément aux principes de la charia islamique", et ce, en présence du recteur de Djamaâ El-Djazair, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, du président de l'UAR, Youcef Benmicia, ainsi que de la directrice générale de la Bourse d'Alger, Amel Selmoun.

Les intervenants ont affirmé que la réussite du système de finance islamique en Algérie exige l'élargissement et le développement de l'activité bancaire islamique, notamment du marché des capitaux, des Sukuk, des fonds d'investissement, ainsi que de l'assurance Takaful, en tant qu'outils intégrés pour fournir des solutions de financement répondant aux besoins de l'économie nationale.

Dans ce contexte, Cheikh Al Kacimi Al Hoceini a mis en avant l'importance de l'activité bancaire islamique en tant qu'activité économique fondée sur un intérêt licite, rappelant que les institutions religieuses sont des partenaires dans le processus de développement économique.

Pour sa part, M. Benmicia a assuré que la mobilisation des ressources financières locales et leur orientation vers l'investissement constituent l'un des principaux défis auxquels l'économie nationale est confrontée, soulignant que le développement durable repose sur un système financier performant capable de transformer l'épargne en investissements réels.

Le développement de la finance islamique se veut un choix stratégique, à même de répondre à la demande croissante de produits conformes aux préceptes de la Charia, tout en contribuant à capter les capitaux circulant en dehors du système bancaire, à élargir la base de l'inclusion financière, et à offrir de nouvelles sources de financement aux entreprises et aux projets d'investissement, a-t-il ajouté.

Dans son intervention, le Professeur en jurisprudence islamique et finance islamique, Abderrahmane Senouci, a présenté les principales tendances actuelles de la finance islamique à l'échelle internationale, appelant à tirer parti des expériences réussies et à les adapter au contexte algérien.

Il a notamment mis l'accent sur l'émission de Sukuk d'entreprise, après le lancement des Sukuk souverains, en tant qu'outil pour financer les grands projets dans différents secteurs.

Il a, en outre, mis en exergue la nécessité d'accélérer la transformation numérique du secteur financier et de s'orienter vers la création de banques islamiques spécialisées, plutôt que de se limiter aux guichets islamiques, afin de favoriser le développement de l'industrie de la finance islamique et d'en renforcer la compétitivité.

Le secrétaire général de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), Brahim Mihoubi, a indiqué que des propositions portant sur le développement de la finance islamique ont été soumises au ministère des Finances, en vue de les intégrer au projet de loi de finances 2027, précisant que leur adoption permettrait l'émission de Sukuk d'entreprise, à même d'élargir les instruments de financement mis à la disposition des entreprises économiques.

A noter que les sukuk d'entreprise sont des titres émis par des sociétés commerciales, industrielles, de services ou des institutions financières, afin de financer de nouveaux projets ou d'acquérir des actifs générateurs de revenus.

Les participants ont également examiné les moyens de renforcer la complémentarité entre les banques islamiques, les Sukuk et le marché des capitaux, dans le but de mobiliser l'épargne et de financer les projets de développement, tout en soulignant la nécessité d'élaborer une stratégie nationale d'inclusion financière et de proposer des produits financiers conformes aux préceptes de la charia et répondant aux attentes des différentes franges de la société.

Le développement de l'assurance Takaful a constitué l'un des principaux axes de débat, où l'accent a été mis sur la nécessité de parachever le cadre législatif et réglementaire régissant cette activité, à même de renforcer sa place au sein du système de la finance islamique et d'en faire un partenaire clé dans la gestion des risques et le financement de l'économie.

La conférence a également été marquée par le lancement de la Caravane nationale de l'épargne, qui sillonnera les wilayas d'El Oued, Adrar Tamanrasset, Mostaganem, Tlemcen, Laghouat, Annaba, Tizi-Ouzou et Alger, à l'effet de promouvoir la culture de l'épargne et de promouvoir la culture financière auprès des différentes catégories de la société.

Le fondateur de l'incubateur "Axxam Business Hub", Anis Bentayeb, a indiqué que cette initiative, organisée en partenariat avec l'UAR, le laboratoire de technologie financière "Algeria Finlab", et l'initiative nationale "Cheb Fikra", comprendra des expositions et des activités de sensibilisation, outre le lancement d'une campagne pour la sélection de 100 ambassadeurs de l'épargne parmi les influenceurs et les créateurs de contenu à travers plusieurs wilayas.

A ce titre, le Délégué général de l'UAR, M. Abdelhakim Berrah, a souligné que cette caravane vise à associer le citoyen au développement du marché financier et à renforcer l'inclusion financière, tout en étant en avant le rôle de l'Observatoire national de l'épargne et du financement de l'économie, en tant que mécanisme de modernisation du système financier et de mobilisation de l'épargne nationale.



Atlas Magazine

L'ACTUALITÉ DE L'ASSURANCE DANS LE MONDE

AIG : Sameer Mir, nouveau directeur réassurance pour la zone CCG et l'Afrique du Nord

14/07/2026

Le marché de l'e-santé au Maroc franchit un cap historique en atteignant une valorisation de 1,2 milliard de dollars, selon une récente étude du cabinet Ken Research. Propulsée par la crise sanitaire et soutenue par la hausse du coût des soins ainsi que par la recherche d'un accès médical plus rapide, la santé numérique est en passe de redessiner durablement le paysage médical du pays.

«Fondée sur une analyse de cinq années de recul, cette transformation progressive touche de nombreux outils allant des applications mobiles à la télésurveillance, en passant par les systèmes d'information hospitaliers et les solutions de prescription électronique», indique le quotidien Les Inspirations Eco et rapporte le 360.

Cette mutation profite en premier lieu aux établissements hospitaliers. L'implémentation nationale de l'e-santé se heurte encore à des défis structurels majeurs, notamment le déficit de connectivité Internet et le manque d'infrastructures dans les zones rurales.

HESPRESS

Les banques et les assurances confortent la résilience du système financier marocain

14/07/2026

Le système financier marocain demeure solide et résilient, soutenu par des fondamentaux robustes et des marges prudentielles jugées confortables. C'est le principal constat dressé par le Comité de coordination et de surveillance des risques systémiques (CCSRs) à l'issue de sa 23^e réunion tenue au siège de Bank Al-Maghrib à Rabat.

À l'issue de l'analyse des principaux indicateurs de suivi, le Comité estime que le secteur financier continue de faire preuve d'une forte capacité de résistance face aux risques macroéconomiques. Il a également salué les progrès accomplis par le Maroc en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, tout en appelant à poursuivre les efforts afin de consolider ces acquis, de maintenir un haut niveau de conformité avec les normes internationales et de préparer les prochaines évaluations mutuelles du Groupe d'action financière pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENAFATF).

Réuni sous la présidence du gouverneur de Bank Al-Maghrib, en présence des responsables de l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC), de l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS), ainsi que de représentants du ministère de l'Économie et des Finances et de la Trésorerie générale, le Comité a validé la 13^e édition du Rapport sur la stabilité financière au titre de l'exercice 2025. Les membres ont également examiné l'état d'avancement de la feuille de route 2026-2030 consacrée à la stabilité financière ainsi que l'évolution des principaux risques pesant sur le système financier national.

Un secteur des assurances en pleine croissance

Le Comité relève que le secteur des assurances a poursuivi sa dynamique de croissance dans un environnement économique globalement favorable.

L'assurance-vie a notamment confirmé son redressement, porté par la bonne performance des produits d'épargne. Les primes encaissées dans cette branche ont progressé de 8,9 % au cours de l'année.

Sur le plan financier, les compagnies d'assurances ont enregistré un résultat net de 5,3 milliards de dirhams, en hausse de 21,4 %, grâce notamment à l'amélioration des revenus financiers. Cette performance a permis au rendement des fonds propres d'atteindre 11,1 %, son niveau le plus élevé de la dernière décennie.

Le dynamisme de la Bourse de Casablanca a également renforcé la valeur latente des actifs, qui s'est établit désormais à 62,5 milliards de dirhams, soit 23,8 % des placements, un niveau record favorisé par deux années consécutives de forte progression de l'indice MASI.

Cette évolution a considérablement renforcé la solvabilité du secteur. Le taux réglementaire de couverture de la marge de solvabilité a progressé de 54,7 points pour atteindre 409,4 %. Les tests de résistance réalisés par les autorités montrent par ailleurs que les compagnies d'assurances disposent de marges suffisantes pour absorber d'éventuels chocs économiques ou techniques.

Les retraites toujours confrontées à des déséquilibres structurels

S'agissant des régimes de retraite, le Comité souligne que l'application des deux dernières tranches des augmentations salariales issues du dialogue social du 29 avril 2024 a permis d'améliorer certains indicateurs financiers des régimes de la fonction publique.

Il avertit toutefois que ces derniers continuent de souffrir de déséquilibres structurels et que leur viabilité à long terme demeure insuffisante.

Le Comité réaffirme ainsi la nécessité d'engager une réforme globale du système, fondée sur la création de deux pôles – l'un public, l'autre privé – afin de résorber une partie importante des engagements non couverts et d'assurer la pérennité financière des régimes de retraite.

Une croissance économique plus soutenue

Au niveau macroéconomique, le Comité observe que l'économie mondiale a fait preuve d'une résilience relative en 2025, soutenue par la vigueur de la demande intérieure et l'assouplissement des politiques monétaires. Il relève toutefois que les tensions géopolitiques persistantes et le niveau élevé de l'endettement continuent de peser sur les perspectives internationales.

Au Maroc, la croissance s'est nettement accélérée grâce à l'amélioration des conditions climatiques et au dynamisme de plusieurs secteurs non agricoles.

Selon les prévisions de Bank Al-Maghrib, la croissance du PIB est passée de 4,4 % en 2024 à 4,9 % en 2025, avant d'atteindre 5,2 % en 2026, puis de ralentir à 3,1 % en 2027, sur l'hypothèse d'une campagne céréalière moyenne.

L'inflation demeure maîtrisée. Après 0,9 % en 2024 et 0,8 % en 2025, elle devrait s'établir à 1,5 % en 2026 puis 2,1 % en 2027.

Déficit extérieur maîtrisé et finances publiques en amélioration. Le déficit du compte courant devrait représenter 2,4 % du PIB en 2025, avant de se creuser à 4 % en 2026 puis de revenir à 3,8 % en 2027.

Grâce aux flux attendus sur le compte financier, les réserves officielles de change continueraient de progresser pour atteindre, à l'horizon 2027, un niveau couvrant l'équivalent de six mois et neuf jours d'importations de biens et services.

Afrique



11/07/2026

ATIDI Celebrates Silver Jubilee at AGM, Posts Strong Performance and Is Endorsed as Pan African Guarantee Platform

At the 26th Annual General Meeting of the African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI), President William Ruto of Kenya issued a clarion call for Africa to strengthen its financial institutions and fund its development on its own terms. The meetings, which took place in Nairobi from 30 June to 3 July, proceeded under the theme: "Empowering Africa: Risk Managed, Growth Unlocked".

"For years, we have called for a fairer global financial architecture, one that stops mispricing African risk and making our capital needlessly expensive. That call remains right. But Africa cannot wait for reform elsewhere. While the world debates reform, Africa must build," Ruto said at a gala dinner at State House held to commemorate ATIDI's 25th anniversary.

President Ruto endorsed the establishment of the New African Financial Architecture for Development (NAFAD), an initiative launched by Dr. Sidi Ould Tah, President of the African Development Bank Group (AfDB) in April 2026. The NAFAD aims to call African institutions to work together to strengthen the continent's risk-sharing mechanisms, to reduce the continent's borrowing costs, and to unlock domestic capital at scale for Africa's development.

Africa holds nearly USD4 trillion in long-term domestic savings through pension funds, insurance assets, and central bank reserves. Much of this capital is, however, invested overseas, despite Africa facing an annual financing gap of more than USD400 billion.

"Africa does not suffer from a shortage of capital. Africa suffers from a shortage of institutions capable of transforming risk, mobilising savings and connecting them to productive investment," President Ruto said.

Kenya pledges increased support

President Ruto said that NAFAD would help plug this USD400bn financing gap by leveraging the collective strengths of the continent's leading multilateral financial institutions to catalyse increased domestic and global investment.

At the heart of NAFAD is the Alliance of African Multilateral Financial Institutions (AAMFI), which brings continental powerhouses like the AfDB, Afreximbank, Africa Finance Corporation, ATIDI, and others. President Ruto announced that, in support of the alliance, the Government of Kenya had approved the establishment of its Secretariat in Nairobi.

He singled out ATIDI's strategic role in the alliance. "Within this Alliance, ATIDI occupies a uniquely strategic place. Investment follows confidence, and confidence follows credible risk mitigation."

He called for ATIDI's recapitalisation to USD2 billion, noting that every dollar invested in the continent's guarantee architecture has the potential to mobilise ten dollars more in private capital.

"Today, I invite every Member State represented here to join Kenya in launching the Nairobi Capital Compact on African Economic Sovereignty. The Compact rests on five commitments: to progressively recapitalise ATIDI, to strengthen the AAMFI, to mobilise Africa's domestic capital, to expand our guarantee and risk-sharing capacity, and to build globally competitive African multilateral financial institutions," he said.

Kenya remains a strategic market for ATIDI, with the organization's solutions unlocking more than USD7billion in investments across energy, transport, manufacturing, agriculture, and trade sectors.

To deepen that partnership, President Ruto announced that Kenya will, subject to the necessary national processes, progressively increase its shareholding in ATIDI from USD25million to USD65million. He also presented ATIDI with the title deed for land for the construction of its permanent headquarters.

A legacy worth protecting

In his address at the AGM's opening ceremony, ATIDI CEO Manuel Moses reflected on the silver jubilee. He said that the organization had "demonstrated that African solutions are often best placed to address Africa's unique challenges and opportunities."

Since its inception, ATIDI has catalysed more than USD93billion in private investment across Africa through innovative risk mitigation instruments like political risk and credit insurance that strengthen investor confidence. Its shareholder base, meanwhile, has grown from seven founding members to 24 African countries, 13 institutional members and 1 non-African member state. It also remains one of Africa's highest rated insurers, having consistently maintained an investment grade rating with major global credit rating agencies since its founding.

"We have built our success on the ability to combine world-class standards with a deep understanding of African markets, designing solutions that reflect local realities while meeting the expectations of global investors," he remarked.

This is a legacy worth protecting, he argued, highlighting the critical need for African countries to continue honouring ATIDI's preferred creditor status (PCS). ATIDI relies on its preferred creditor status to ensure that member states prioritise obligations to it even during financial distress. This is what underpins investor confidence in ATIDI's guarantees and is "fundamental to the business model", Moses explained. Moses expressed confidence in the institution's financial strength, underwriting capacity, and strategic direction, citing its strong 2025 results.

In 2025, ATIDI recorded strong financial performance, with total exposure increasing to USD9.2 billion from USD8.9 billion in 2024, profit for the year rising by 20% to USD71.4 million, total assets growing by 20% to USD1.06 billion, and total equity increasing by 12% to USD883 million.

"Against a backdrop of continued global uncertainty and the lingering effects of the COVID pandemic, ATIDI delivered another year of resilient growth in 2025, with strong results across insurance revenue, investment income and total equity," he said.

In his address, Professor Kelly Mua Kingsly, Chairman of the Board of Directors at ATIDI, argued that Africa's economic advancement hinges on boosting investor confidence. The continent's vast natural resources or attractive demographics may capture investors' interest, but projects will not be financed unless investors have the confidence to commit funds.

"Africa's greatest asset is confidence. If capital is the engine of development, confidence is its fuel. That is where ATIDI has found its unique purpose. We do not merely mitigate risk. We create confidence," he said.



Assurance climatique en Afrique: David Maslo prend les commandes d'ARC pour renforcer la résilience du continent

14/07/2026

African Risk Capacity Limited (ARC Ltd.), la branche assurance du Groupe African Risk Capacity (ARC), a annoncé la nomination de David Maslo au poste de Directeur exécutif. Et ce, dans une note transmise à Fratmt.info, ce lundi 14 juillet 2026. Cette désignation, indique la note, intervient à un moment stratégique pour cette institution spécialisée de l'Union africaine, alors que les pays africains font face à une multiplication des catastrophes naturelles, des crises sanitaires et des défis liés à la sécurité alimentaire. Premier assureur paramétrique africain dédié au développement, ARC Ltd. accompagne les gouvernements africains, les entités non souveraines éligibles et les partenaires de développement en proposant des solutions innovantes d'assurance et de financement des risques liés aux catastrophes.

Un dirigeant chevronné à la tête d'ARC Ltd.

Fort de plus de vingt années d'expérience dans le secteur de l'assurance en Afrique et à l'international, David Maslo est reconnu pour son expertise dans le financement des risques climatiques et des catastrophes, aussi bien sur le continent africain que dans les Caraïbes. Il s'est également distingué par sa capacité à conduire des transformations institutionnelles, à impulser une croissance stratégique et à développer des mécanismes innovants de financement des risques.

Avant sa confirmation à ce poste, il assurait les fonctions de Directeur exécutif par intérim d'ARC Ltd. Durant cette période, l'organisation a enregistré sa meilleure performance financière depuis sa création. Sous son leadership, les revenus issus des primes d'assurance ont atteint un niveau record en 2025. L'entreprise a également enrichi son offre avec le lancement d'une assurance souveraine contre les inondations, mis en place son dispositif de réassurance Re-Takaful et accéléré le transfert de son siège social à Abidjan, consolidant ainsi son positionnement comme référence africaine en matière de financement des risques de catastrophes.

Une ambition renouvelée face aux défis climatiques

Pour la Présidente du Conseil d'administration d'ARC Ltd., Cecilia Akintomide, cette nomination s'inscrit dans la volonté de renforcer le rôle de l'institution au service du continent.

« L'ambition d'ARC est claire : contribuer à réduire le déficit de protection en Afrique, étendre son action à davantage de pays et de communautés et faire de la résilience une réalité partagée par tous les Africains », a-t-elle déclaré, exprimant sa confiance dans la capacité de David Maslo à poursuivre le développement de solutions innovantes pour faire face aux risques climatiques, sanitaires et autres catastrophes.

Le nouveau Directeur exécutif a, pour sa part, souligné l'importance de cette mission dans un contexte où les aléas climatiques deviennent de plus en plus fréquents.

« C'est un honneur pour moi de diriger African Risk Capacity Ltd à un moment aussi important du développement économique de l'Afrique. ARC a un rôle essentiel à jouer pour aider les gouvernements africains et leurs partenaires à anticiper, financer et gérer les catastrophes avant qu'elles ne se transforment en crises humanitaires », a-t-il affirmé.

David Maslo a également indiqué vouloir travailler en étroite collaboration avec l'Union africaine, les partenaires de développement, les actionnaires et les équipes d'ARC afin de poursuivre la stratégie de transformation de l'institution, d'élargir les solutions de financement des risques et de renforcer la résilience des États membres.

Abidjan, nouveau centre névralgique d'ARC Ltd.

Cette nomination intervient alors que le siège d'ARC Ltd. poursuit son installation à Abidjan, confirmant le rôle croissant de la Côte d'Ivoire comme hub régional des institutions financières et de développement africaines. Sous la direction de David Maslo, ARC Ltd. entend renforcer sa position d'institution africaine de référence en matière d'assurance contre les catastrophes.

Les priorités affichées portent notamment sur l'élargissement de l'accès aux mécanismes de protection, le développement de nouveaux partenariats et une meilleure préparation des pays africains face aux risques climatiques, agricoles, sanitaires et autres catastrophes. Depuis sa création, ARC Ltd. affirme avoir assuré une couverture à plus de 160 millions de personnes à travers l'Afrique et versé plus de 240 millions de dollars américains d'indemnités pour soutenir les interventions d'urgence et les efforts de relèvement après les catastrophes, illustrant ainsi son rôle majeur dans le renforcement de la résilience du continent.

Monde Arabe

Reinsurance News

Saudi Re to strengthen Lloyd's presence with 22.5% stake in AdA Risk

14/07/2026

Saudi Reinsurance Company (Saudi Re) has received approval from the kingdom's Insurance Authority to acquire a 22.5% equity stake in UK-based AdA Risk Holding Co Limited, the operator of AdA Syndicate at Lloyd's, for £8.95 million.

The pair state that this strategic minority investment is a natural development in Saudi Re and AdA's established relationship.

The acquisition will be financed from Saudi Re's own financial resources, and is expected to support the reinsurer's international expansion plans, and accelerate growth globally by strengthening its presence at Lloyd's, the world's oldest insurance and reinsurance marketplace.

Saudi Re also expects the partnership to improve its ability to develop specialised reinsurance solutions, diversify its underwriting portfolio, and leverage the expertise, market access, and capabilities available within the Lloyd's market.

"Partnering with AdA marks an exciting new chapter for Saudi Re. As a differentiated specialty Lloyd's underwriting platform led by an experienced and results-driven management team, AdA is primed for a strong future. This strategic investment builds upon our past success and strengthens Saudi Re's foothold in the Lloyd's market. Furthermore, it drives our global growth strategy forward and aligns with our goals to diversify our portfolio and develop specialty reinsurance solutions, creating value for its shareholders and clients," said Ahmed Al-Jabr, CEO of Saudi Re.

AdA, a Lloyd's and regional Marine & Specialty insurer, revealed late last year that Syndicate 2024 received permission to underwrite from Lloyd's for the 2026 year of account, after it graduated from being an SPA to full syndicate status.

ONLY BENKI

Syrie : Firas El Azem, l'homme des grands risques appelé à reconstruire la confiance dans l'assurance

15/07/2026

La nomination de Firas El Azem à la direction générale de la Commission syrienne de contrôle des assurances marque le retour d'un professionnel formé aux standards internationaux. Après avoir dirigé des activités d'assurance et de réassurance en Europe, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, il passe désormais de la gestion du risque à l'organisation de sa supervision.

Nommé directeur général de la Syrian Insurance Supervisory Commission, la SISC, avec effet en juin 2026, en vertu du décret présidentiel no 783, Firas El Azem prend les commandes de l'autorité chargée d'encadrer le secteur syrien des assurances. Sa désignation traduit le choix d'une expertise technique et internationale pour accompagner la consolidation du marché.

Diplômé en administration des affaires de l'Université de Cologne, il débute sa carrière en 1991 chez Munich Re. Durant quinze ans, il occupe plusieurs responsabilités en Allemagne, à Hong Kong et en Malaisie, jusqu'à diriger la succursale du réassureur allemand à Kuala Lumpur. Cette première partie de carrière forge un dirigeant rompu à l'analyse des risques, à la gestion des engagements et au pilotage d'activités transfrontalières.

Son retour au Moyen-Orient en 2006 l'amène à diriger plusieurs compagnies d'assurance et de takaful, notamment Arope Syria, Al-Aqeelah Takaful et Takaful Re. En 2017, il rejoint Arab Insurance Group à Bahreïn comme directeur général chargé de la réassurance, avant de poursuivre son parcours au Maroc auprès d'Atlantic Re, anciennement Société Centrale de Réassurance.

L'enjeu de sa nomination dépasse donc la gestion administrative d'un régulateur. Il s'agit de renforcer la qualité de la supervision, la solidité des opérateurs, la protection des assurés et la confiance dans un secteur dont le développement dépendra de règles plus lisibles et de pratiques mieux maîtrisées.

Firas El Azem devra désormais convertir son expérience internationale en capacité institutionnelle. Son principal défi sera d'installer des standards suffisamment rigoureux pour sécuriser le marché, sans freiner l'investissement ni l'innovation. Une mission qui place la régulation au centre de la reconstruction économique.

Insurance BUSINESS

Hormuz war-risk rates surge again as ceasefire collapses

10/07/2026

Marsh's global marine head warns the market rollercoaster will not stop until a true settlement holds. War-risk insurance rates for vessels transiting the Strait of Hormuz have surged once more after the fragile ceasefire underpinning last month's Islamabad Memorandum of Understanding (MOU) between the United States and Iran collapsed this week following fresh attacks on commercial shipping.

Marcus Baker, global head of marine at Marsh, said the past few weeks had brought genuine, if cautious, optimism to the market. Premiums had begun falling from their crisis peaks as both sides signalled a willingness to negotiate, although they remained well above pre-conflict levels.

"The current US/Iran position is clearly a concern and the statements around the MoU also create an enhanced risk environment in the region," Baker said. "The past few weeks had certainly seen a reduction in insurance premiums being charged for Strait of Hormuz transits following both sides' announcement regarding peace talks and whilst this had not reduced to pre-conflict levels, these decreases have been welcomed by the shipping industry."

A deal that barely held

The June 2026 MOU established a 60-day window for negotiations covering freedom of navigation, Iran's nuclear programme and sanctions relief. In practice, it lasted less than three weeks.

Iranian attacks on three commercial vessels prompted the US to strike around 90 military targets across Iran. Tehran responded with missile and drone attacks on US assets across several Gulf states, and President Trump declared the ceasefire "over" at the NATO summit on 9 July 2026.

By Thursday, Lloyd's List Intelligence reported that no large vessels had transited the US-coordinated Omani coastal route with their transponders active since 7 July. Around 6,000 seafarers remain stranded aboard vessels in the channel, according to the United Nations (UN News, 10 July 2026).

London marine insurers also reported a sharp fall in requests for quotations this week as shipowners became increasingly reluctant to commit to transits, although cover remains available.

That broadly aligns with the position maintained throughout the conflict by the Lloyd's Market Association (LMA). Neil Roberts, head of marine and aviation at the LMA, said earlier this month that the market had faced more of a volume challenge than a pricing opportunity and that capacity had remained available throughout.

"There was always and there remains sufficient capacity, with cover available for a price," Roberts said. "That price reflects the risk."

The LMA has consistently maintained that insurance availability is not the primary reason vessels are avoiding the strait. Crew safety remains the dominant concern, although underwriters are now assessing each voyage individually.

What it will take to bring rates down

Baker was direct about where premiums now stand and what would be needed for them to fall.

"In the past few days rates have risen again following attacks on shipping by Iran in the region and it is unlikely that they will come back down until the market genuinely believes that the risk environment has changed. Cover is still available and rates have risen – to anywhere between 2% and 6% – but this roller coaster is unlikely to abate until a true and lasting ceasefire is maintained."

At the upper end of that range, a \$100 million tanker would face an illustrative war-risk premium of around \$6 million for a single transit, compared with a fraction of a percent of the vessel's value before the conflict began.

IMO Secretary-General Arsenio Dominguez this week condemned the attacks on commercial shipping as reckless and called on governments with influence over insurance and reinsurance markets to press for premiums that better reflect evolving conditions (UN News, 10 July 2026).

Underlying the renewed volatility is the dispute the MOU failed to resolve. Iran has signalled that it intends to retain a central role in determining how the strait operates and under what conditions vessels may pass, a position at odds with the international shipping community's expectation of free navigation.

Until that changes, war-risk premiums for Hormuz transits are likely to remain elevated and highly volatile. With Pakistan and Oman continuing to act as mediators, the London market will be watching closely for any sign that a durable settlement remains within reach.

Internationale

ARTEMIS

Gallagher Re estimates global insured cat losses at \$46bn for H1'26, 28% below 10-year average

15/07/2026

Insured losses from natural catastrophe events across the globe in the first half of 2026 are estimated to have reached USD \$46 billion, down on last year's \$84 billion and 28% below the 10-year average of \$64 billion, according to reinsurance broker Gallagher Re's H1 2026 Natural Catastrophe and Climate Report.

At \$46 billion, H1'26 losses from nat cat events marks the lowest H1 insured loss total recorded since 2018.

At the same time, the broker's report notes that the first half of this year marked the fifth consecutive quarter without a single insured cat loss exceeding \$10 billion, which heavily reflects a period of relatively benign loss activity for the global insurance sector.

The broker highlighted that in H1'26, only 11 events generated insured losses of more than \$1 billion, compared with a 10-year average of 16.

In addition, Gallagher Re noted that economic losses also fell in the first half of 2026 to \$142 billion, which is 10% below the 10-year average.

In total, there were 30 billion-dollar economic loss events globally, compared with a 10-year average of 33.

Around \$26 billion of the insured cat loss total for H1'26 is attributed to severe convective storms, which the broker says remains the costliest insurance peril in North America.

However, while global catastrophe losses in H1'26 have remained below average, Gallagher Re highlights the continuing evolution of global risk, highlighted by unprecedented early summer heat in Europe, and the emergence of El Niño conditions during June.

In fact, the broker points out that forecasters have assigned a 97.4% probability that 2026 will finish amongst the five warmest years ever recorded, as multiple countries in Europe have recorded all-time temperature records during a prolonged June heatwave.

Given that El Niño is generally associated with reduced Atlantic hurricane activity, Gallagher Re cautions that the phenomenon shifts risk rather than removing it entirely, while flagging how history also shows that dangerous and damaging storms are possible during in El Niño years.

In addition, the broker's report also highlights persistent weather extremes across multiple regions, including record heat across Europe, the devastating earthquake sequence in Venezuela, drought concerns in parts of North and South America, as well as severe flooding events in both China and Canada, and ongoing severe convective storm activity in the United States.

Steve Bowen, Chief Science Officer at Gallagher Re, commented: "While the headline loss figures generate most attention, we are continuing to observe meaningful weather signals and shifts in longer-term climate patterns that are bringing greater impact to the world. The emergence of what could be one of the stronger El Niño phases of ENSO in the modern record may not bring record-breaking losses, but the societal implications are considerable. The compounding nature of a strong El Niño in conjunction with ongoing atmospheric and oceanic warming will only further influence how risk develops across different regions of the world."

Bowen continued: "The record-breaking heat observed in parts of Europe during May and June this year is another reminder that weather extremes can cause great humanitarian risk and impact without causing widespread physical damage. The insurance industry's property sector continues to pay closer attention to how heat-related claims can drive physical damage through degradation of structural foundations, but also additional stresses linked to commercial business interruption."

Concluding: "At the same time, the arrival of El Niño may signify a reduced frequency of Atlantic hurricane activity in 2026, but it does not eliminate the potential for landfall. This phenomenon should instead reinforce the need to look beyond seasonal storm counts and focus on how risk may shift geographically. For insurers, reinsurers, businesses, and governments alike, resilience depends on understanding not only how much risk exists, but where risk profiles may be evolving."

INSURANCE JOURNAL

20 Years After Hurricane Katrina: Are Insurers Ready for a Different \$100B Disaster?

14/07/2026

On August 29, 2005, Hurricane Katrina made landfall near Buras-Triumph, Louisiana, as a Category 3 hurricane with sustained winds of 125 mph. It had previously reached Category 5 intensity over the Gulf of Mexico, peaking at 175 mph, before weakening prior to landfall. Katrina generated a storm surge over six meters high along parts of the Mississippi coast, overtopping and breaching levee systems in New Orleans.

In total, there were over 1,800 fatalities, more than 200,000 homes destroyed and around 1.2 million people displaced. Economic losses exceeded \$250 billion (inflation adjusted to 2025 values), while insured losses reached around \$100 billion (in 2025 terms), making Katrina the most expensive natural catastrophe on record.

Twenty-one years later, Katrina still shapes how we think about catastrophe risk. But the next \$100+ billion catastrophe won't follow Katrina's script. Risks have changed. So have our cities. Even the hazards themselves are changing. Rather than ask "are we ready for another Katrina?", the question should be: "are we ready for a completely different kind of disaster?"

Here are five key reasons why the next major catastrophe won't look like Katrina and how ready we really are, scored out of five.

1. We missed clear warnings before Katrina and future ones may be harder to see

The devastating flooding from Hurricane Katrina is often described as a surprise, but in hindsight it was alarmingly foreseeable. Just a year earlier, in 2004, Hurricane Ivan came close to a direct hit on New Orleans, prompting warnings of widespread flooding. But when Ivan veered north and made landfall in a less densely populated area, its potential catastrophic impacts were quickly forgotten. This oversight highlights a critical weakness in risk thinking at the time: failure to learn from counterfactuals. We tend to prepare for what has happened, not for what nearly did.

So how can we avoid being blindsided by the next "predictable surprise"? We can use downward counterfactual analysis, the practice of examining past near-miss events and asking "what if this had been worse?" Unlike some traditional disaster scenarios, which can feel abstract and unlikely, these are rooted in real past events so are tangible and relatable. Though the concept is gaining traction, downward counterfactuals are not systematically used in exposure management. As a result, we continue to miss chances to prepare for disasters history has already warned us about. Yet even the past has limits. With a changing climate, the same catastrophe hitting the same place today could unfold in entirely different and potentially more devastating ways.

Score: 2/5, inadequately prepared. True proactive planning for "predictable surprises" is still more the exception than the rule.

2. We manage exposure hotspots better now, but new ones are emerging

Katrina revealed how insurers had concentrated exposure in high-risk areas, leaving them vulnerable to flooding from a single event. In response, (re) insurers began monitoring and capping their exposure in vulnerable zones. Portfolios were diversified geographically to reduce the risk of excessive loss in any one area. In essence, the practice of exposure management was born.

This practice has strengthened the industry's resilience, but new forms of accumulation are emerging and they're not always tied to one region or peril. Climate-driven events can impact multiple regions at once, from simultaneous wildfires to flooding across river basins.

Urban sprawl adds another challenge. Though gradual, it drives high-value development into areas not previously seen as high-risk, like the wildland urban interface. Even when exposure is well managed at postcode level, the expansion of built-up areas can strain emergency services and infrastructure, complicating evacuation and recovery and increasing business interruptions claims.

Additionally, not all accumulation is visible on a map. Infrastructure interdependencies, such as from power grids and digital networks, can concentrate risk in ways geography can't show. A major cyber attack, for example, could simultaneously disable critical services, disrupt supply chains and trigger widespread business interruption across multiple sectors and regions.

Score: 3/5, moderately prepared. We've learned this lesson from a geographic flood accumulation perspective, but we don't anticipate other types of loss accumulation sufficiently well.

3. Levee failures were the known unknown, what's the next infrastructure domino?

One of Katrina's harshest lessons was that infrastructure we take for granted can catastrophically fail. The New Orleans levee breaches — unmodeled by insurers at the time — exposed this blind spot. In the typical (re)insurance reactive style, many models now include the failure probabilities for New Orleans' levees, but not for other, less extensive yet still vulnerable defenses.

The challenge is anticipating critical infrastructure failures that haven't yet occurred. One of the biggest barriers is the failure of imagination, our tendency to overlook risks we haven't experienced before.

To address this, we can use tools that stretch our imagination. Large language models (LLMs), a branch of generative AI, have the potential to rapidly generate diverse, novel catastrophe scenarios that a human (or group of humans) may miss. While many insurers already include scenario analysis to help plan for unforeseen circumstances, current exposure management processes don't yet systematically include these highly imaginative what-ifs. This must be done with care — LLMs can misinterpret context or generate inaccurate details — but with expert review, they can expand, not replace, our ability to imagine what could go wrong.

Score: 1/5, severely underprepared. Where Katrina exposed a physical weakness in a known location, the next failure could be digital, decentralized and invisible until it happens. We don't yet use the tools available to expand our imagination to help us plan for unfamiliar future events.

4. Post-event loss amplification could be bigger and messier

When infrastructure fails, the consequences go far beyond physical damage. Katrina showed how cascading effects — costly repairs, delayed claims settlement and a paralyzed local economy — can drive insured losses far beyond expectations. At the time, catastrophe models couldn't account for such post-disaster complexities.

Today's models apply adjustments for things like demand surge and claims inflation, but those adjustments remain relatively unsophisticated. Also post-event loss amplification (PLA) factors are still largely based on historical averages and expert judgment.

What's different now is the scale and interconnectedness of exposure. Major cities are more densely built, more reliant on just-in-time supply chains and more digitally dependent. A future disaster could disrupt essential services — power, water, internet — across multiple cities or regions simultaneously, triggering ripple effects in housing, healthcare, finance and beyond. Add new vulnerabilities like cloud data storage or gig-economy labor and the system wide impacts become even harder to model or contain.

Climate change amplifies this risk by increasing the frequency, intensity and overlap of extreme events, stretching infrastructure and recovery systems in unpredictable ways.

In short, future events won't just cost more, they'll unravel in more directions at once. Current methods for estimating PLA don't yet reflect this messy, layered complexity.

Score: 2/5, inadequately prepared. Katrina prompted PLA to be considered, but we still rely on simple, backward-looking estimates that don't reflect the complexity or scale of future cascading losses.

5. Coverage disputes could escalate faster and cost more

Hurricane Katrina sparked public outrage over insurance coverage gaps, especially the distinction between wind or flood (storm surge) damage. These conflicts triggered protracted court cases that proved costly and reputationally damaging for insurers, who subsequently tightened up policy wordings relating to peril type coverage.

Looking ahead, the risk may be growing. A future \$100+ billion catastrophe could involve novel, layered factors, like an AI system failure, cyberattack or civil unrest coinciding with a natural disaster, raising even more contentious and ambiguous coverage questions. In such cases, insurers may have to deal with more disputed claims, class actions and regulatory scrutiny.

Compounding the risk is the growth of social media, which now shapes how disasters unfold in the public eye. A single viral post from a dissatisfied policyholder can spark widespread backlash long before a claim is fully assessed. Yet few insurers have robust modelling capability to quantify the financial and reputational impact of such disputes. The result is exposure to costs that can escalate in both scale and speed and where reputational fallout once took months to unfold, it can now do so in hours.

Score: 2/5, inadequately prepared. While policies are clearer for known grey areas, policy wording may have to continue to evolve to avoid the risk of costly litigation and public backlash which remains a high risk given changing threats and the speed at which disputes can now unfold.